Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES ACCUSATIONS À L'ENDROIT DU SIM—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA DEMANDE D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question à poser au premier ministre qui a dû s'absenter de la Chambre ces derniers jours. Est-il maintenant prêt à recommander la tenue d'une enquête indépendante sur les accusations d'intimidations et de violence portées contre l'Union internationale des marins ainsi que sur la manière dont le gouvernement s'occupe de ces questions? Est-il prêt à faire cette recommandation maintenant que des allégations et des accusations précises ont été faites et qu'on en a parlé dans des émissions télédiffusées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je ne suis pas au courant des allégations et des accusations qui, selon le chef de l'opposition, ont été télédiffusées. J'ai consulté le leader du gouvernement à la Chambre, qui a assuré la suppléance pendant mon absence, et je ne puis que confirmer les déclarations qu'il a faites à ce propos mercredi et jeudi derniers.

M. Stanfield: Étant donné la vérité indubitable des propos tenus la semaine dernière, je pense, par le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles, au sujet de l'importance pour le gouvernement non seulement d'être honnête mais de le paraître et d'être considéré comme tel dans le pays, j'aimerais demander au premier ministre quelle mesure le gouvernement entend prendre pour répondre à ces accusations, et notamment à celle qui a été réitérée et même lancée au réseau national de télévision hier soir, voulant qu'un membre du gouvernement soit dans la poche du Syndicat international des marins?

M. Trudeau: Je dois avouer que je n'écoutais pas les émissions du réseau national hier soir. Je ne sais pas qui a porté cette accusation, je ne sais pas si cette personne est digne de témoigner devant la Chambre, je ne sais pas si le chef de l'opposition lui-même appuie cette accusation.

M. Stanfield: Il ne s'agit pas de savoir si j'appuie ou non cette accusation.

Des voix: Pourquoi pas?

M. Stanfield: Je me préoccupe vivement de la situation.

Une voix: Portez vous-même l'accusation.

M. Stanfield: On a porté une très grave accusation.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Quelle accusation?

M. Stanfield: On a lancé une accusation qui fait peser un doute très grave sur le gouvernement. Il est absolument inutile que les députés d'en face me demandent de porter l'accusation. Je n'ai pas l'intention de le faire. Ce n'est d'ailleurs pas mon rôle.

Des voix: Bravo!

[M. l'Orateur.]

M. Stanfield: Mais j'ai la responsabilité de prier le gouvernement de faire la lumière sur cette affaire.

Des voix: Bravo!

LES ACCUSATIONS À L'ENDROIT DU SIM—LES INTENTIONS DU MINISTRE DU TRAVAIL AU SUJET DE CERTAINS PROPOS TENUS À LA TÉLÉVISION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre du Travail. Je tiens à lui dire franchement qu'à mon avis, l'émission est allée trop loin. Le ministre a-t-il l'intention de poursuivre le réseau en justice pour diffamation?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Je puis seulement signaler au chef de l'opposition que je suis en train de procéder à la transcription de cette émission. Je n'ai pas encore décidé quelles mesures je pourrais prendre.

• (1430)

J'aurais un commentaire à faire au chef de l'opposition officielle au sujet de l'accusation dont il parle et qu'a répétée le journal de ce matin selon laquelle un ministre est manœuvré par le SIM. La chose est d'importance, mais je dois vous dire que mercredi soir dernier à l'Assemblée législative de l'Ontario, M. Shulman a précisé que je n'étais pas ce ministre. Je me demande donc sur quelle source douteuse s'appuie le chef de l'opposition.

M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je tiens seulement à dire au ministre du Travail que j'ai posé cette question-ci en raison de ce que j'ai vu et entendu hier soir au réseau national.

Une voix: Des oui-dire!

M. Stanfield: Je tiens beaucoup à savoir quelles mesures le gouvernement va prendre pour éclaircir ce point et je me demande, si le gouvernement n'agit pas, ce que va faire le ministre?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà signalé que j'ai tellement entendu de propos qui n'ont rien à voir avec l'affaire, tellement d'allusions malveillantes et de sous-entendus que je ne sais au juste quelles mesures prendre. J'espère seulement que l'attitude qui semble régner dans certains milieux ne se retrouvera pas à la Chambre.

* * *

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

LA CONVENANCE DE LA CONTRIBUTION ÉLECTORALE DU SIM AU MINISTRE DU TRAVAIL—LE DÉFAUT DE CONSULTATION DU PREMIER MINISTRE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Nous dirait-il s'il trouve convenable qu'un de ses ministres accepte des contributions électorales du Syndicat international des marins, qui relève de lui, alors que ledit Syndicat fait, depuis 25 ans, l'objet de controverses et qu'il a soulevé l'an dernier de nouvelles controverses comportant des accusations au criminel, des procès pour activités irrégulières lors des élections et nombre d'autres allégations de ce genre?